

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/CTD/9  
19 avril 2004

(04-1754)

---

Comité du commerce et du développement  
Session extraordinaire

## SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Rapport du Président, M. Faizel Ismail (Afrique du Sud),  
au Comité des négociations commerciales

### I. INTRODUCTION

1. La Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement (CCD) a été chargée de réexaminer "toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié [...] en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles" ainsi qu'il est prescrit au paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle. Aux termes du paragraphe 12.1 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, les Membres sont également chargés "d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont déjà de nature impérative et celles qui sont de caractère non contraignant, d'[en] examiner les conséquences juridiques et pratiques".

### II. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

2. Conformément à ce programme de travail et pendant la préparation de la cinquième Conférence ministérielle, les Membres étaient convenus de faire des propositions en vue de l'adoption éventuelle par les Ministres d'un certain nombre de propositions axées sur des accords particuliers. C'est pourquoi l'Annexe C du projet de texte ministériel comprenait 24 recommandations des Membres en vue d'une action spécifique concernant 25 propositions axées sur des accords particuliers. Ces progrès ont été consignés dans le paragraphe 11 du projet révisé de texte ministériel envoyé à Cancún, qui prévoyait l'adoption des décisions figurant dans l'Annexe C de ce texte. Il prévoyait également que les travaux sur les propositions renvoyées aux organes de négociation ou aux autres organes de l'OMC seraient poursuivis dans le cadre de ces organes, sous la supervision étroite du Conseil général, et que les travaux sur les propositions restantes axées sur des accords particuliers, et autres questions en suspens, seraient menés au CCD réuni en Session extraordinaire. Trois autres recommandations ont été incluses dans l'Annexe C à Cancún. Cependant, comme le projet de texte ministériel, l'Annexe C n'a pas été adoptée à Cancún. En conséquence, l'ensemble des 28 propositions axées sur des accords particuliers, pour lesquelles il existe un accord de principe, doivent encore être adoptées.

3. Après la réunion ministérielle, l'exécution du programme de travail sur le traitement spécial et différencié a été suspendue, surtout parce que, ainsi que les Membres en étaient convenus, les consultations initiales avaient été centrées sur quatre sujets, à savoir l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le coton et les questions de Singapour. Une fois que les présidents des différents groupes de négociation ont été élus, une réunion formelle de la Session extraordinaire a été tenue le 1<sup>er</sup> avril 2004, principalement pour discuter de l'organisation des travaux futurs. Au cours de cette réunion, il a été dit que, pour tenter de faire avancer le programme de travail sur le traitement spécial et différencié et de sortir de l'impasse, il pourrait être plus utile d'identifier d'éventuels

./.

domaines de convergence. En conséquence, les trois questions ci-après ont été soumises aux Membres:

- Que souhaitaient faire les Membres des propositions sur lesquelles ils se sont déjà mis d'accord en principe?
- Comment peut-on rendre plus productives les discussions en cours sur le traitement spécial et différencié?
- Que suggéraient les Membres sur la manière d'aller de l'avant pour remplir le mandat de Doha visant à rendre le traitement spécial et différencié plus précis, plus effectif et plus opérationnel?

4. Les Membres se sont dits largement favorables à cette approche. Plusieurs d'entre eux ont souligné la nécessité de prendre en considération le lien entre commerce et développement et, pour les travaux sur le traitement spécial et différencié, de suivre une approche plus horizontale. Les Membres estiment aussi que tout ensemble de dispositions qui pourrait être mis au point d'ici à juillet devrait inclure une forte composante développement. Certains Membres ont également dit qu'il était important de prendre en compte certaines des questions sous-jacentes qui influent sur le développement ainsi que certaines des questions horizontales qui doivent encore être traitées, dont: l'incorporation du traitement spécial et différencié dans l'architecture des règles de l'OMC; le mécanisme de surveillance; les objectifs et principes du traitement spécial et différencié; les besoins spéciaux de groupes particuliers de pays tels que les PMA; et l'érosion des préférences.

### **III. TRAVAUX FUTURS**

5. Au cours des mois à venir, il est prévu d'étudier les moyens permettant d'aller de l'avant ainsi que les questions de développement plus générales qui sont liées à ces questions, dans le cadre de consultations informelles intensives, à la fois plurilatérales et ouvertes à tous. On espère que cela permettra à l'ensemble des Membres d'identifier des domaines de convergence et contribuera à faire avancer le programme de travail sur le traitement spécial et différencié.

---